

Déclaration à la manifestation du 11 janvier 2022 à Tours

Philippe PERROUX, secrétaire général de l'USD CGT 37

Résolument unis et dans l'action, pour une meilleure Santé et Action Sociale en 2022 ! Les professionnels et usagers des hôpitaux et des établissements du sanitaire, médico-social et social public associatif et privé dénoncent la dégradation des conditions de travail des personnels, ainsi que les difficultés d'accueil et de prise en charge dans la dignité pour l'ensemble de la population. Malgré le dévouement des personnels, la situation s'aggrave avec la pandémie qui entraîne un surcroît d'activité à gérer, en plus du suivi au quotidien et classique des patients et résidents dans ces établissements.

Les personnels et les étudiants sont en colère et épuisés par le manque de lits, de lieux d'accueil et de professionnels en nombre suffisant. Elles et ils dénoncent la surcharge de travail, l'impossibilité de faire valoir leurs droits à la formation, leur temps de repos et de congé. Et le nombre de fuites et de démissions de collègues ces derniers mois est plus qu'inquiétant.

Les usagers de ces secteurs d'activité sont excédés par les délais d'attente, l'éloignement et le manque de structures ou d'établissements pour les accueillir et constatent une prise en charge se détériorant et des restes à charge qui pèsent sur leurs budgets.

Notre Système de Santé et d'Action Sociale, c'est l'affaire de nous toutes et tous. Faisons-nous entendre ! Les régulières annonces faites par le ministère des Solidarités et de la Santé et le gouvernement sur le système de Santé qui « tient bon », alors que parallèlement ceux-ci exigent de faire des millions d'économie à travers la loi de Sécurité Sociale 2022, sont intolérables.

C'est grâce au seul investissement des personnels que nos établissements tiennent bon ! Mais jusqu'à quand ? Les salariés sont épuisés après 2 ans de sacrifices constants sur leurs temps de repos, congés et heures supplémentaires. Elles et ils n'en peuvent plus et se sentent délaissés par un gouvernement qui se cache derrière la gestion de crise sanitaire pour ne pas répondre à la nécessité de revoir en profondeur la totalité de sa politique en matière de Santé et d'Action Sociale dans notre pays.

Ça suffit ! Il est temps de régler les problèmes de fond qui traversent notre système de santé et d'action sociale : la fuite des professionnels, le manque d'effectifs dans les services, des conditions de travail et salariales indignes, l'accès et la qualité de la prise en charge de la population qui se dégradent et des moyens alloués pour l'Hôpital et les établissements qui ne répondent pas à la demande ni aux besoins de la population.

Il est temps que les professionnels de terrain et les usagers soient entendus pour faire évoluer notre système de Santé et d'Action Sociale qui est à bout de souffle.

IL EST URGENT D'AGIR ! Le Ségur de la Santé n'a pas répondu aux revendications des personnels et des usagés.

Nous exigeons l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'Hôpital public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale avec le Premier ministre et le président de la République pour :

- L'augmentation du budget consacré à l'Hôpital et à nos établissements.
- La reconnaissance et la franche revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, se traduisant par une augmentation qui corresponde aux qualifications et responsabilités de ces métiers. L'équité de traitement dans l'attribution des mesures salariales issues du protocole d'accord du Ségur de la santé, l'attribution immédiate des 183 euros pour l'ensemble des personnels des secteurs du médico-social et social.
- Le recrutement immédiat de centaines de milliers de professionnels supplémentaires, un plan de formation pluridisciplinaire correspondant et donc l'ouverture immédiate d'un grand nombre de places d'étudiants dans les différentes écoles et facultés pour nos professions.
- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, de structures, partout où cela est nécessaire.
- Une gouvernance des hôpitaux, des établissements du sanitaire, du médico-social et du social plus ouvert aux personnels et aux usagés
- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.